

certains résultats. La signature de la Convention internationale sur les armes chimiques est primordiale. À propos de la réglementation des exportations, M. Robinson croit qu'une interdiction totale est impossible, parce que a) les proliférateurs peuvent toujours substituer aux processus, aux matériaux de base et à l'équipement importé des équivalents locaux; b) les proliférateurs peuvent utiliser à leur profit l'opposition des industriels à la réglementation des exportations. Néanmoins, M. Robinson estime que les mesures de restriction de l'offre sont utiles à court terme, car en haussant les coûts d'acquisition des armes chimiques, elles ralentissent la prolifération. Toutefois, ces mesures risquent à plus long terme d'envenimer les relations Nord-Sud.

M. Robinson conclut en se disant heureux de l'intégration des efforts déployés sur les plans de l'offre et de la demande, dans la future convention sur les armes chimiques (CAC). Il estime que c'est là le principal objectif de la non-prolifération et il met en garde contre la croyance selon laquelle des accords régionaux de contrôle des armements constituent la réponse à ce problème.

M<sup>me</sup> **Elisa Harris** de la *Brookings Institution* établit à quinze le nombre de pays du tiers-monde soupçonnés de mener des programmes d'armes chimiques secrets : l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Libye, la Chine, la Corée du Nord, Taïwan, Israël, l'Égypte, l'Éthiopie, Myanmar, la Corée du Sud, le Viêt-nam, l'Inde et le Pakistan. Les sept premiers pays de cette liste sont en outre soupçonnés de poursuivre des programmes d'armes biologiques.

Selon M<sup>me</sup> Harris, les mesures de restriction de l'offre ont traditionnellement dominé la non-prolifération et elles ont été plutôt utiles. Cependant, leur utilité diminuera avec la diffusion de la technologie. Donc, il faudra compléter la réglementation des exportations en dressant des obstacles à l'utilisation des armes chimiques.

Le contrôle des exportations chimiques s'est resserré depuis que l'Irak a commencé à utiliser ses gaz de combat contre l'Iran en 1984. M<sup>me</sup> Harris a parlé de l'Allemagne, dont les compagnies avaient aidé l'Irak et qui a renforcé son système de contrôle, et de l'Angleterre. Les États-Unis ont décidé de renforcer leur politique sur l'exportation de